

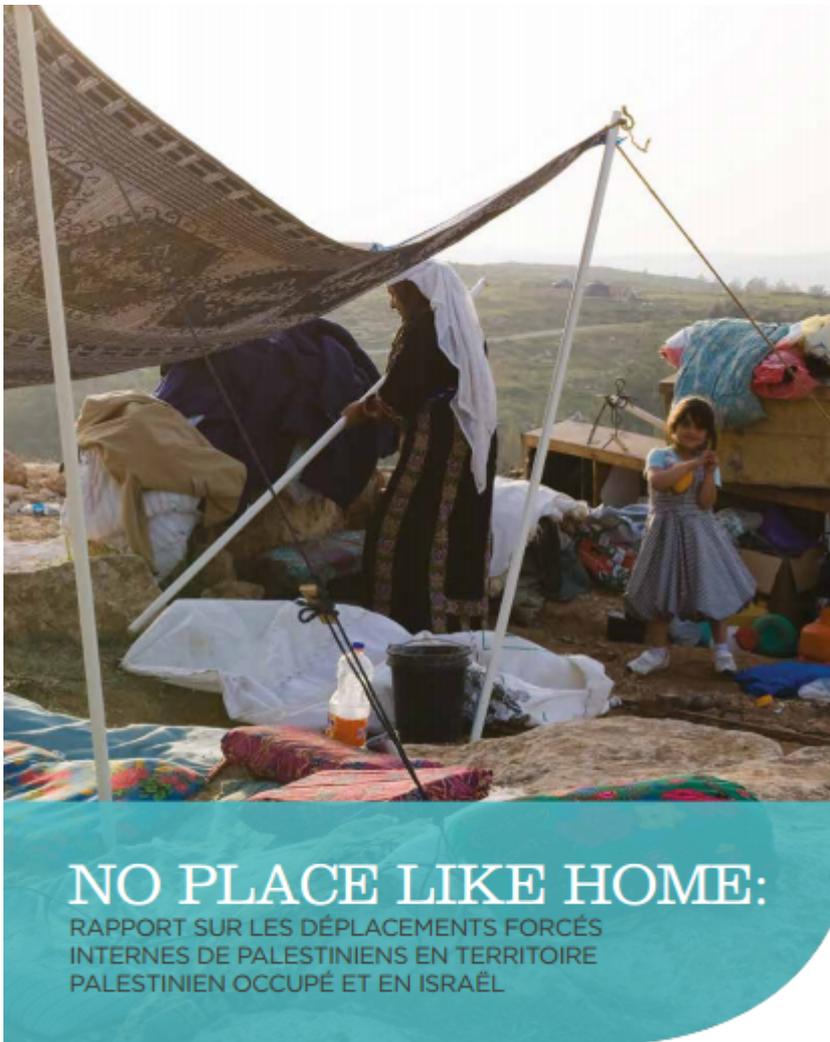
# Transferts forcés en Territoire palestinien et en Israël

14 novembre 2017



**Le CCFD - Terre Solidaire a entamé un travail autour de la question des déplacements forcés de populations palestiniennes vivant en Territoire occupé palestinien ainsi qu'en Israël, avec notamment la publication d'un rapport.**

Question majeure du conflit israélo-palestinien, les déplacements de population ont pour principale origine les violations du droit par le gouvernement israélien. Ils ont des conséquences dramatiques sur les conditions sociales et économiques des populations et sur l'isolement des communautés palestiniennes. Si cette question est plus connue lorsque l'on parle du Territoire palestinien occupé, le déplacement forcé concerne aussi des communautés palestiniennes qui vivent en Israël.



Le CCFD a publié avec des ONG européennes membres de la **CIDSE** le **rapport « No place like home », rapport sur les déplacements forcés de Palestiniens en Territoires occupé et en Israël** (Le rapport en français est [accessible ici](#)).

Ce rapport montre que, bien qu'Israël et le Territoire palestinien occupé (TPO) soient régis par des instruments de droit international différents, on trouve des similitudes entre les processus de déplacement qui sont en cours dans les diverses zones géographiques et administratives. Le rapport décrit les divers instruments de droit qui interdisent ou empêchent les déplacements de population originaires des déplacements forcés, le Droit International Humanitaire (DIH) dans le territoire occupé depuis 1967 et le Droit international relatif aux droits de l'Homme (DIDH) à l'intérieur de ses frontières d'avant 1967 et dans le TPO. Il met aussi en évidence le fait que la manière dont l'UE aborde actuellement la question du déplacement des Palestiniens ne permet pas de protéger leurs droits. L'UE et ses États membres doivent non seulement plaider fermement et constamment en faveur du respect du DIH et du DIDH, mais aussi cesser d'accepter les violations de ces droits, prendre des mesures pour protéger les communautés à risque et renforcer l'obligation de rendre compte d'Israël.

Par ailleurs, le CCFD a publié un **carnet de voyage « Déplacements des populations. Expropriations, évictions et regroupements des populations palestiniennes »** issu de témoignages de militants bénévoles du réseau thématique Palestine/Israël partis fin 2014 en voyage thématique ; une **exposition photo** « Palestine & Israël : déplacements forcés de populations palestiniennes » qui sera diffusée dans le réseau à partir du 18 novembre dans le cadre de Festisol.

**Une tournée est organisée du 16 au 26 novembre** dans le cadre de FestiSol à Bordeaux, Bergerac, Toulouse, Les Oblats et Marseille avec deux représentants de mouvements avec lesquels nous travaillons : **Johayna Saifi**, militante active dans la ville de Saint Jean d’Acre contre l’expulsion de la population palestinienne de la vieille ville et animatrice dans le domaine de l’éducation et **Jamal Juma’**, coordinateur de la Coalition pour la défense de la terre (Land Defense Coalition), fondateur et coordinateur de la campagne [Stop The Wall](#), en Cisjordanie.

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Qui sommes-nous ?](#) > [Les membres](#) >

- Adresse de cet article : <https://stopcolonies.fr/Transferts-forces-en-Territoire-palestinien-et-en-Israel>